

Le budget—M. Turner (Vancouver Quadra)

● (1530)

J'ai eu le privilège de prendre la parole devant des étudiants de McGill il y a quelques mois, à Montréal, dans une salle de l'Immeuble Stephen Leacock de cette université, baptisée ainsi en l'honneur d'un célèbre professeur de cette grande maison d'enseignement et un grand Canadien, l'un de nos principaux écrivains et probablement l'homme le plus naturellement et le plus brillamment drôle que le Canada ait jamais produit. Il disait qu'une demi-vérité, comme une demi-brique, porte toujours davantage qu'une entière parce qu'elle vole plus loin. J'ai déjà entendu une version altérée de cette histoire, à savoir qu'une demi-vérité, comme une demi-brique, est plus facile à lancer, mais blesse tout autant quand elle nous atteint. De toute façon, le ministre suit ce conseil à la lettre.

Par exemple, il se vante que par suite de la réforme fiscale, 850 000 Canadiens ne figurent plus sur le rôle d'imposition, ne paient plus d'impôt. Il s'agit là de la moitié de la brique. Comme l'a signalé le député de Laval-des-Rapides au cours de son allocution et d'autres interventions à la Chambre et ailleurs, le ministre s'est bien gardé de parler de l'autre moitié. Il a négligé de signaler que depuis trois ans et demi, sous le régime de l'actuel ministre des Finances, plus d'un million de Canadiens ont été inscrits sur le rôle d'impôt. Même avec cette réforme fiscale factice, il demeure que la situation de 150 000 contribuables est pire qu'à l'époque où le gouvernement a pris le pouvoir.

En conséquence des budgets du ministre, depuis l'avènement de ce gouvernement, comme l'a fait valoir mon collègue, la note fiscale, et notamment l'impôt personnel direct et indirect, augmentera de 1 200 \$ en moyenne par an, année après année. L'argument du ministre est boiteux; il ne tient assurément pas debout. Le ministre ne nous dit pas le fin mot de l'histoire.

[Français]

Mais dans sa hâte à revendiquer le mérite de la reprise économique pour lui-même et pour son gouvernement, le ministre des Finances, tout à fait par inadvertance probablement, par faute de mémoire, le ministre a inséré un fait curieux dans son discours. Ce fait, c'est que la reprise économique a commencé en 1982 sous une administration libérale. Donc, toutes les histoires d'avoir hérité d'une mauvaise situation, toutes les histoires d'avoir blâmé une administration antérieure libérale sont rendues fausses dans le document même de ce ministre, parce qu'il se rend maintenant compte que la renaissance, la relance économique a bien commencé en 1982 sous l'administration de M. Trudeau.

Le ministre peut dire ce qu'il veut à propos des emplois créés par les conservateurs, mais nous ne sommes pas toujours revenus à la situation de l'emploi d'avant la récession. Comme le disait le député de Laval-des-Rapides, notre taux de chômage dépasse encore le niveau de 7,5 p. 100 auquel il se situait avant la récession de 1981-1982. La reprise a été inégale. Le taux de chômage dans nos régions défavorisées atteint toujours des

niveaux inacceptables. A Terre-Neuve, il est encore à 17,4 p. 100, en Colombie-Britannique, il s'élève à 10.1 p. 100.

[Traduction]

Comme l'a expliqué mon collègue de Laval-des-Rapides, après avoir tenu compte de l'inflation, le revenu annuel moyen du travailleur canadien est à l'heure actuelle inférieur à ce qu'il était en 1984 quand le gouvernement a pris le pouvoir. Le revenu disponible en dollars constants est à l'heure actuelle inférieur à ce qu'il était quand le gouvernement a pris le pouvoir.

Prenons un autre exemple. Le gouvernement nous a non seulement imposé un fardeau fiscal plus lourd, et j'y reviendrai dans un instant, mais il a également alourdi notre endettement—le déficit et la dette nationale. Le ministre a déclaré d'une voix de stentor, tandis qu'il fixait la caméra d'un air sincère—ses moniteurs l'ont passablement entraîné pour la présentation de ce budget que l'on diffusera sans aucun doute d'un bout à l'autre du pays sur bande vidéo aux frais des Canadiens—«Nous avons rétabli le sens des responsabilités financières en réduisant le déficit et en freinant la croissance de la dette nationale.» Or ce n'est même pas une demi-vérité.

Le gouvernement a perçu 22,5 milliards de plus en impôts en trois ans et demi, et cela, en alourdissant la note fiscale; pourtant, pendant la même période, il n'a réussi à réduire le déficit que d'un montant dérisoire, calculé essentiellement, selon mon collègue de Laval-des-Rapides, en jonglant avec les chiffres et en trafiquant les livres, en faisant une petite comptabilité secrète et en escamotant certains détails qu'on réserve pour les élections, au lieu de s'employer à réduire concrètement le déficit ou la dette.

En fait, l'une des plus grandes maisons comptables du pays, Peat Marwick, a déclaré, dans son analyse du budget, que dans ses prévisions en matière de déficit, le ministre nous a fait un tour de passe-passe de près de 4 milliards.

Entre temps, la dette nationale a grossi de manière astronomique sous le régime de ce gouvernement. Là encore, le ministre en profite pour imputer ses ennuis et l'ampleur de la dette nationale aux gouvernements précédents. Comment se fait-il que, encore après presque quatre ans au pouvoir le gouvernement répond toujours que c'est la faute de quelqu'un d'autre? Pourquoi n'y a-t-il pas quelqu'un de l'autre côté de la Chambre, à commencer par le premier ministre (M. Mulroney) et son ministre des Finances, pour avouer qu'ils ont fait une gaffe, une erreur? C'est parce qu'ils n'ont aucun courage, aucune intégrité, et qu'ils ne sont pas francs envers les Canadiens.

Voyons la dette nationale. A-t-elle diminué sous le gouvernement actuel?

Des voix: Non.

M. Turner (Vancouver Quadra): Non. A-t-elle été sensiblement réduite?

Des voix: Non.